



## PREFET DES DEUX-SEVRES

Préfecture  
Direction des collectivités locales et du contrôle de légalité  
Bureau du contrôle de légalité

### ARRÊTÉ portant création de la commune nouvelle de MONCOUTANT-SUR-SÈVRE

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2113-1 et suivants dans leur rédaction issue des lois n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales et n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les délibérations concordantes du 19 novembre 2018 par lesquelles les conseils municipaux de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pigny et Saint-Jouin-de-Milly approuvent la création d'une commune nouvelle au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et adoptent les modalités liées à son fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que ces communes sont contiguës ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

### ARRETE

**Article 1** : Une commune nouvelle est constituée en lieu et place des communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pigny et Saint-Jouin-de-Milly (canton de Cerizay, arrondissement de Bressuire) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 2** : La commune nouvelle a pour nom « Moncoutant-sur-Sèvre ». Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de Moncoutant, 18 avenue du Maréchal Juin, 79320 Moncoutant.

**Article 3** : Sur la base des populations légales en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la population de la commune de Moncoutant-sur-Sèvre s'établit à 5 021 habitants pour la population municipale et 5 192 habitants pour la population totale.

**Article 4** : Conformément à l'article L 2113-7 du code général des collectivités territoriales et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la commune nouvelle de Moncoutant-sur-Sèvre est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des conseillers municipaux en exercice dans les anciennes communes.

**Article 5** : Les communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly sont soumises au régime des communes déléguées. Chaque commune déléguée dispose de plein droit :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes, en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maires délégués ;

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état-civil concernant les habitants de la commune déléguée.

**Article 6** : L'ensemble des personnels des communes dont est issue la commune nouvelle de Moncoutant-sur-Sèvre est réputé relever de cette dernière dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

**Article 7** : La création de la commune nouvelle de Moncoutant-sur-Sèvre entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et tous les actes pris par les communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de la personne morale.

Les biens droits et obligations des communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly sont dévolus à la commune nouvelle dès sa création.

La commune nouvelle est substituée aux communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly dans tous les établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres.

Le syndicat intercommunal à vocation unique « SIVOS Apprendre ici et là », dont le périmètre est inclus en totalité dans le périmètre de la commune nouvelle est dissous de plein droit à compter au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le personnel, les biens, droits et obligations du syndicat sont dévolus à la commune nouvelle dès sa création.

**Article 8** : Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le responsable de la trésorerie de Bressuire.

**Article 9** : La commune nouvelle de Moncoutant-sur-Sèvre sera dotée dès sa création des budgets suivants :

- budget principal
- budget annexe lotissement « Petits Près »
- budget annexe lotissement « Rue des Artisans-La Tuilerie »
- budget annexe lotissement « L'Europe »
- budget annexe lotissement « Plaisance »
- budget annexe lotissement « Les Ecureuils »
- budget annexe lotissement « Le Vallon »
- budget annexe lotissement « Carteron »
- budget annexe chaufferie bois
- budget annexe « Modern Bar »
- budget annexe régie accueil périscolaire
- budget du CCAS
- budget annexe du CCAS « EHPAD Les Bleuets ».

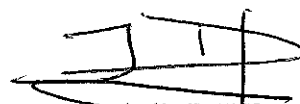
**Article 10** : Des arrêtés ultérieurs pourront déterminer, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

**Article 11** : Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et la date de l'élection du maire et des adjoints de la commune nouvelle, celle-ci est administrée, pour les seuls actes conservatoires et urgents, par les maires en fonction au 31 décembre 2018 dans les communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly. ou à défaut les adjoints pris dans l'ordre du tableau, pour leur territoire respectif.

**Article 12** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de POITIERS (15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS cedex) dans les deux mois suivants sa publication.

**Article 13** : Le sous-préfet de Bressuire, les maires des communes de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly, les chefs des services régionaux et départementaux de l'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage en mairie de Le Breuil-Bernard, La Chapelle-Saint-Etienne, Moncoutant, Moutiers-sous-Chantemerle, Pugny et Saint-Jouin-de-Milly, d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres et d'une mention au journal officiel de la République Française et dont une copie sera adressée au président du conseil départemental des Deux-Sèvres.

Niort le 23 novembre 2018



Isabelle DAVID